

COLLOQUE DE TLEMCEM SUR MESSALI HADJ

«Cette terre n'est pas à vendre, Messali non plus»

La tenue d'un colloque sur Messali ne relève jamais de l'anodin en Algérie et son organisation dans le sillage des manifestations de «Tlemcen, capitale de la culture islamique» vaut d'être relevée, ne serait-ce que par les questions qu'elle peut soulever. Il est sans doute utile de rappeler, notamment à l'intention des plus jeunes Algériens, à quel point le nom de Messali Hadj était proscrit dans son pays, il ne fut cité dans les manuels scolaires algériens qu'une seule fois – en relation avec la création de l'Etoile nord-africaine – et dont la longue et complexe trajectoire militante fut longtemps et délibérément confondue avec le seul MNA (Mouvement national algérien) cloué au pilori du patriotisme par l'histoire officielle algérienne.

Penser qu'il y a à peine vingt ans, la Télévision nationale pouvait présenter dans son journal télévisé de vingt heures une quasi-scène de lynchage lors du congrès de l'Organisation nationale des moudjahidine d'un malheureux participant qui avait commis le crime de citer le nom de Messali informe au moins que le rapport au passé, y compris aux yeux de ceux qui ont encore le pouvoir d'assignation et de censure, pouvait supporter quelques évolutions.

1-L'aggiornamento mémoriel des années quatre-vingt

Ces évolutions, faut-il le noter, se sont engagées, et parfois de manière spectaculaire, sous le régime du président Bendjedid avec la ré-inhumation des cendres de Krim Belkacem au carré des martyrs d'El-Alia à l'occasion de la commémoration du trentième anniversaire de Novembre 54 – cela fait, bien entendu, sans égard aux conditions pour le moins troubles de la disparition de l'ancien négociateur d'Evian – et un an plus tard, en décembre 1985, par l'observance d'une minute de silence à la mémoire du président Abbas à l'ouverture solennelle du congrès du FLN.

C'est à cette même période que le nom de Messali Hadj figurait, sans doute pour la première fois, dans le cadre d'un entretien publié dans *Révolution africaine* qui desserrait, aussi peu que ce soit, la chape de la censure et de la stigmatisation.

Des mutations politiques et économiques viendront, par la suite, confirmer que la réévaluation du passé – celui en particulier de la guerre d'Indépendance – avec la tenue des congrès d'écriture de l'histoire, le retour dans l'espace public national de figures politiques longtemps occultées, la réalisation et la diffusion d'une série remarquée sur «Les sources du 1^{er} Novembre» – suivie d'un spectaculaire débat en direct avec des dirigeants historiques comme Mohamed Boudiaf ou Aït Ahmed – s'inscrivait bien dans une stratégie de re-légitimation des nouvelles équipes en charge des affaires publiques et de la volonté de mieux contrôler les hypothèses du passé.

Il faut ainsi porter au compte de cette séquence l'érection de l'université Ferhat-Abbas de Sétif – et corollairement des fécondes journées «Ferhat Abbas» qui remirent sur scène la militance Udmiste –, celle aussi de l'université Mohamed-Khider de Biskra et il est remarquable que ce mouvement ait été poursuivi et amplifié dès le début du mandat de l'actuel chef de l'Etat. On pourra retenir, entre autres

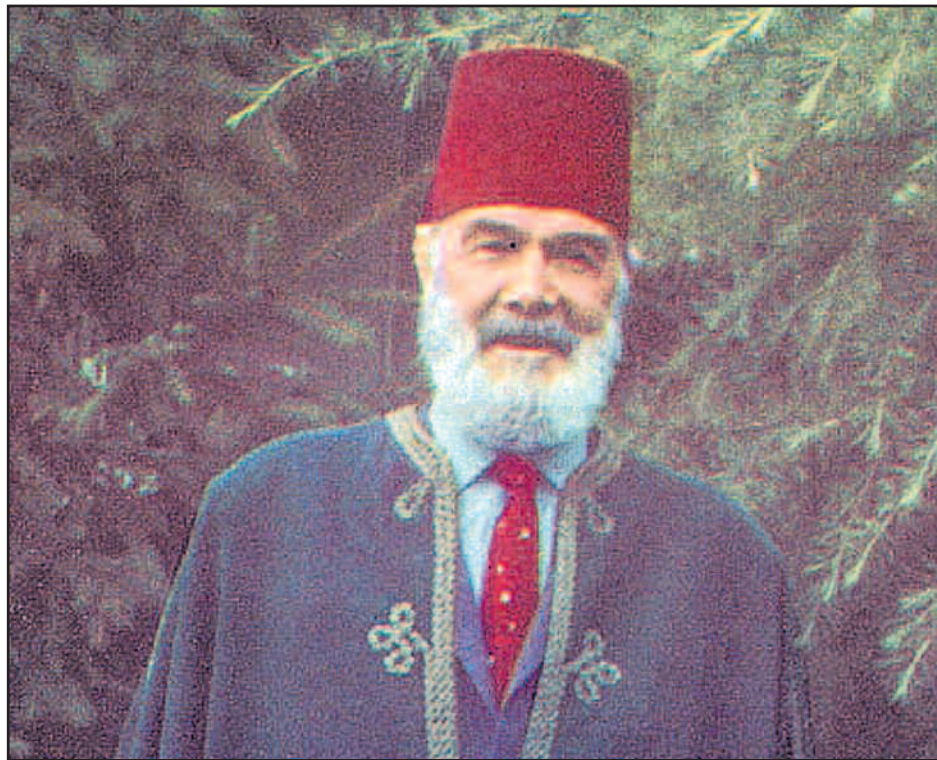


Photo : DF

choses, à ce titre, l'attribution du nom de Abane Ramdane à l'aéroport de Béjaïa et celui de Messali Hadj à celui de Tlemcen, le plus notable restant le message de Abdelaziz Bouteflika aux organisateurs du colloque de Paris sur Messali et dont les termes avaient clairement vertu symbolique de levée des interdictions frappant le premier porte-parole de l'Etoile nord-africaine.

2- La fin d'une amnésie algérienne

Cette résurgence mémorielle constitue bien une datation dans l'histoire politique de l'Algérie indépendante qui reconfigure les filiations des légitimations par le passé et il est tout autant notable qu'elle s'établisse paradoxalement contre les principes d'unité – de la nation, du territoire, socle du nationalisme par une assignation territoriale pour le moins ambiguë.

Comment lire en effet l'assignation de Abane à la seule Soummam, de Ferhat Abbas aux seules régions de Sétif et de Jijel, de Mohamed Boudiaf à M'sila, Khider à Biskra et enfin Messali à Tlemcen sans contrevenir au sens même de leur combat ? La publication des *Mémoires* de Messali Hadj par l'Anep – préfacées, faut-il le souligner, par le chef de l'Etat – puis d'un ouvrage de témoignage de compagnons de lutte parachèveront l'extinction du tabou auquel aura aussi contribué, avec efficacité, Djeneïna Benkalfat, fille de Messali et gardienne vigilante de sa mémoire.

Connaît-on pour autant mieux son parcours politique et Messali Hadj a-t-il effectivement repris la place – éminente – qui est la sienne dans l'histoire du nationalisme algérien au regard notamment de la perception que s'en fait assez généralement l'opinion ? Sans doute pas pour une part importante des Algériens convaincus par l'histoire institutionnelle que Abdelhamid Ben Badis fut au «principe de la révolution». Il faut donc bien faire le constat que des fragments de vérités historiques ne suffisent pas à déconstruire et disqualifier des décennies de mensonges et de manipulations d'état du passé et ainsi en est-il de Messali Hadj comme d'autres acteurs du nationalisme et de la guerre d'Indépendance aujourd'hui voués à la méconnaissance ou à l'indifférence.

Il devrait alors avoir lieu de se féliciter

de toute initiative – publication, création audiovisuelle, colloque – de nature à informer, instruire et en tout état de cause combattre l'ignorance et ses conséquences et à cette aune un colloque consacré à Messali Hadj ne pourrait être que bienvenu.

3- Au nom du lieu

Celui qui s'ouvre à Tlemcen, ces 17 et 18 septembre, a assurément pour lui les gages de la présence d'historiens faisant autorité, et les contraintes inhérentes au genre peuvent, au regard de l'observateur, paraître bien moins lourdes que celles des conditions mêmes de son organisation. Qui peut contester à des acteurs de la société civile de Tlemcen – ou d'ailleurs – et encore moins à un laboratoire de recherches d'initier une rencontre sur tel ou tel acteur ou tel ou tel événement de l'histoire politique de l'Algérie, et notamment sur Messali Hadj, et dans ce cas de figure précis, est-ce bien le contexte de l'organisation de cette manifestation, l'ambiguïté des charges symboliques qui l'entourent qui provoquent le malaise quand bien même fût-elle distincte de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique».

La connexion entre la trajectoire politique de Messali Hadj, objet du colloque et les ambitions de «Tlemcen, capitale de la culture islamique» pour ne pas être évidente nourrit l'équivoque en raison même du choix du moment, et convoquer Messali – dont la figure est encore en attente d'une pleine réinscription dans l'histoire algérienne – sur ce registre peut rajouter peu ou prou à la confusion notamment sur les relations du fondateur du PPA avec l'islam, ses institutions et ses divers représentants.

Le paradoxe serait alors frappant, puisque le discours du 2 août 1936, au stade municipal d'Alger, qui fait fonction d'enseignement au colloque constituait d'abord une réponse publique aux acteurs du Congrès musulman dont les oulémas et le président Ben Badis étaient les animateurs aux côtés des élus indigènes du D^r Bendjelloul et du Parti communiste algérien.

Au demeurant, s'il est acquis, pour les historiens du nationalisme, que le discours d'août 1936 marque un tournant – particulièrement dans le sens de l'enraci-

P^r Abdelmadjid Merdaci *

nement en Algérie même des thèses indépendantistes –, le parcours politique de Messali Hadj ne s'y réduit pas pour autant.

A bien y regarder, est-ce bien – outre l'opportunité de financement – le lieu de naissance qui apparaît au principe de la rencontre et cela peut tout à fait poser de légitimes questions.

Il était bien plus facile de se reconnaître dans le colloque Messali empêché à Batna en 2000/2001 que d'applaudir aujourd'hui à celui qui se pare objectivement des plus hautes protections de l'Etat à Tlemcen et le passage du purgatoire de la mémoire collective aux feux des rampes officielles pour signaler aussi des accélérations de l'histoire, n'en demeure pas moins lourd d'ambiguïtés.

Le retour du refoulé Messali paraît bien s'accomplir, mais maintenant et à Tlemcen, plus sous des enseignes familiale et locale qu'explicitement politiques – quid ainsi du PPA ? – et s'il convient tout à fait de donner acte à Djeneïna Benkalfat de la pugnacité de son engagement en faveur de la défense de la mémoire de son père, y avait-il plus de clarté dans la défense du proscrit d'hier que dans celle du Messali destinataire des hommages d'aujourd'hui et qui n'en peut mais ?

4- Une privatisation de la mémoire messaliste ?

Outre l'hommage annoncé, le colloque de Tlemcen consacrera-t-il, et de manière plus inattendue, l'inscription de la mémoire messaliste dans la logique de privatisation de l'histoire du nationalisme et de la guerre d'Indépendance qui est au principe de la gestion et du contrôle du passé et dont l'érection d'une «famille révolutionnaire» et d'ayants droit – fils de choucha, fils d'anciens moudjahidine – est l'expression politique accréditée ?

C'est déjà le cas d'autres proscrits – Abbas, Boudiaf notamment – dont la mémoire est gérée, dans l'espace public, par les descendance directes.

Invitée d'honneur du chef de l'Etat à l'inauguration officielle de «Tlemcen, capitale de la culture islamique» – les images de cette inédite proximité pouvaient à tout le moins surprendre sinon même choquer les survivants de l'ostracisme officiel –, présidente d'honneur du colloque, la fille de Messali Hadj n'encourt-elle pas le risque – réel – de noyer sous les honneurs de circonstances une cause qui, pour être aussi, à n'en pas douter, personnelle est moins celle de la famille Messali et de ses proches que celle du droit des Algériens à se réapproprier leur histoire, toute leur histoire ?

L'histoire de Messali Hadj n'a pas commencé un 2 août 1936 qui se confond aussi avec la tragique guerre fratricide FLN/MNA dont le traumatisme pèse encore comme une insupportable hypothèque sur l'histoire du nationalisme et de la guerre d'Indépendance dont il sera de plus en plus difficile de différer l'examen sous de commodités et convenues stigmatisations. Ces questions ne sont d'évidence pas compatibles avec l'esprit d'un hommage et est-ce aussi pour cela que le colloque de Tlemcen peut susciter plus de réserves que d'attentes.

A.M.

*Université Mentouri - Constantine
mad.benhacen@yahoo.fr